



# L'Éducation nationale en quête d'une solution unique de gestion des ressources humaines

Partager ressources humaines éducation nationale informatique sirhen Aboutissement d'un long travail de réorientation de la stratégie de modernisation de ses logiciels de gestion RH, après l'abandon du programme Sirhen, le ministère de la rue de Grenelle a lancé, le 27 janvier, un appel d'offres pour trouver le fournisseur de sa solution unifiée de gestion des ressources humaines pour son million d'agents.

Fotolia

Un nouveau départ. Après avoir tourné la page de l'échec Sirhen et des centaines de millions d'euros engloutis en l'espace d'une douzaine d'années dans ce programme, le ministère de l'Éducation nationale cherche un nouveau prestataire pour lui fournir une solution informatique unifiée de gestion des ressources humaines (GRH). Pour gérer les recrutements des contractuels, les formations, les compétences, et les évaluations des agents, la future plate-forme doit permettre au ministère de disposer d'une solution de gestion RH unifiée pour l'ensemble de ses personnels, en administration centrale comme en académies, qu'ils soient enseignants, agents administratifs et techniques, ou personnels de direction.

Un appel d'offres vient d'être lancé par le nouveau service à compétence nationale chargé de piloter la stratégie SIRH du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports pour conclure un accord-cadre à marchés subséquents en vue de la réalisation "de prestations de fourniture, d'hébergement en mode locatif et d'intégration d'une solution informatique de ressources humaines" pour l'Éducation nationale. La partie "paye" n'est toutefois pas concernée par cette plate-forme et sera gérée à terme par la solution interministérielle RenoIRH pour les agents administratifs et techniques et personnels de direction, et par la modernisation des systèmes existants pour les enseignants. La procédure devrait, en principe, aboutir d'ici l'été pour un démarrage des travaux dès la rentrée de septembre.

Ce projet de plate-forme de GRH fait partie des 4 projets qui succèdent à l'ambitieux Sirhen pour moderniser, en dépit de l'échec du programme, les systèmes d'information de gestion des ressources humaines du plus important des ministères en termes d'effectifs. Le projet était le seul à n'avoir pas reçu en novembre le feu vert de la direction interministérielle du numérique de l'État (Dinum), obligatoire pour tout projet informatique dont le coût estimé dépasse les 9 millions d'euros. En l'occurrence, le coût de mise en place de la plate-forme de GRH de l'éducation nationale est estimé à plus de 11 millions d'euros.

Feu vert interministériel

La Dinum avait émis un défavorable au projet au motif que les objectifs de déploiement de la solution étaient un peu trop ambitieux. La direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP) n'était pas non plus rassurée quant à l'articulation de cette plate-forme avec l'évolution de sa propre plate-forme de l'emploi public (PEP), qui doit permettre de gérer l'ensemble des candidatures dans le secteur public.

"Nous avons évidemment prévu de bien publier les annonces d'emploi sur la PEP, mais il y avait encore débat sur le parcours proposé au candidat et la transition entre la partie gérée par la PEP et celle gérée par notre plate-forme", précise Emmanuel Spinat, directeur par intérim du nouveau service à compétence nationale, le SEMSIRH\*.



Finalement, le choix s'est porté sur un parcours unifié sous l'apparence de la PEP, du côté du candidat, mais avec une gestion en interne (back-office) par la plate-forme de l'éducation nationale. Et la DGAFP a levé ses réserves début janvier.

En novembre, la DSI de l'État avait toutefois donné son feu vert au déploiement de la solution, mais uniquement sur le périmètre de l'administration centrale, soit pour environ 5 000 agents. En conséquence, le marché lancé le 27 janvier vise avant tout à déployer la plate-forme de GRH sur ce périmètre, tandis que les discussions sur le calendrier de la bascule des académies se poursuivront en parallèle, avec un nouveau dépôt de dossier, probablement début 2022, sur le bureau du directeur de la Dinum.

Déploiement jusqu'en 2024

Pour l'heure, le ministère de l'Éducation nationale vise un déploiement en administration centrale en 2022, pour une extension, beaucoup plus critique, aux académies, et donc aux populations enseignantes, d'ici 2024. Ce qui conduira au débranchement de la solution actuelle de gestion des formations, Gaia. S'agissant de la gestion des compétences, la mise en route de la plate-forme de GRH unifiée ne conduira à aucun débranchement... puisqu'aucune solution spécifique n'existe aujourd'hui.

En revanche, la plate-forme unique remplacera bien la multitude de solutions de gestion des contractuels utilisées par le ministère. Une segmentation des solutions qui, rappelle Emmanuel Spinat, "conduit à la multiplication des plates-formes et applications, avec un coût en termes de maintenance, et complique la gestion des personnels qui changent de catégorie de population, comme par exemple un enseignant qui devient personnel de direction". Quoi qu'il en soit, le ministère ne se lance pas dans la conception d'un nouveau et complexe système d'information unique, mais cherche à capitaliser, à travers cet appel d'offres, sur une solution existante proposée par le marché.

\* Pour "service de modernisation des systèmes d'information des ressources humaines pour l'éducation".

